



LE CANARD DÉCHAÎNÉ

libre ensemble



SOMMAIRE

- P1 : Crise du logement
- P2 : Télétravail le 3e jour
- P2 : Remboursements Santé
- P2 : Exit le BCAC
- P3 : Élus UNSA

Directrice de publication
Dominique TABARIE

Conception
Branislav PETROVSKI



**Ont Participé
à ce numéro**

L'équipe UNSA

Téléphone :
01 58 38 81 61

Courriel :
contact@unsa-generalis.com

Coup de bec du canard !

LA CRISE DU LOGEMENT TOUCHE LES SALARIÉS DE GENERALI

Cela fait plusieurs années que l'**UNSA Generali** informe la direction que de plus en plus de salariés ne trouvent pas de logement en Île-de-France, malgré les **1,5 millions d'euros** versés chaque année par Generali pour le 1 % LOGEMENT.

La situation s'est fortement aggravée ces derniers mois et, chose impensable, **des salariés de Generali dorment dans leur voiture ou contactent le numéro d'urgence, le 115**, suite à une séparation, un accident de la vie ou un surendettement. Et cela peut arriver à n'importe lequel d'entre nous. La précarité est en train de toucher de plus en plus de collègues **et cela est inadmissible !!**

Dès qu'elle est informée d'un cas urgent, la **Commission LOGEMENT** intervient immédiatement et saisit l'Assistante Sociale pour trouver d'URGENCE un APPART-HÔTEL ou une chambre d'hôtel en attendant de trouver un logement décent.

Il faut savoir qu'un appart-hôtel pour 1 semaine coûte entre 800 et 1000 €, que la commission Entraide sociale règle mais qu'elle ne pourra pas le faire éternellement. De plus c'est une solution très temporaire car après 1 ou 2 semaines d'hébergement si aucun logement n'est trouvé ? Quoi faire ?

Lors de l'attribution de logements par l'ACTION LOGEMENT le premier arrivé n'est pas forcément le premier servi. Certaines propositions de logements sont dans des quartiers de délinquances, des logements insalubres ou aucun de nous accepterait d'y aller ou de laisser nos enfants y vivre et l'ACTION LOGEMENT, en fin d'année, réclame les 1,5 millions d'euros versés.

La direction est informée car au CSE de septembre, **les élus UNSA**

ont tiré le signal d'alarme : encore 1 salarié dans la rue cette semaine !!! N'attendez pas pour saisir les membres de cette commission si vous vous trouvez dans une situation désespérée. N'ayez pas honte, nous sommes là pour vous accompagner et plus vite nous serons informés, plus vite nous pourrons faire le nécessaire auprès des bailleurs pour trouver un logement. Par contre, il est difficilement compréhensible qu'avec la participation importante de Generali dans le 1 % LOGEMENT, les bailleurs ne puissent pas proposer plus de logements. À Generali il y a **341** demandes pour **19** offres.

Il y a également d'autres aides pour se loger : l'avance de la caution par l'intermédiaire de **LOCA-PASS, MOBILI-PASS** qui aide au déménagement suite à une mobilité professionnelle, **MOBILI-JEUNES** pour les alternants qui peuvent bénéficier de 10 à 100 €/mois d'aide + des prêts pour des travaux ou pour l'accession à la propriété.

Dalila SAIDI représente l'UNSA Generali dans cette commission : contactez-là ! Confidentialité assurée ! Elle vous accompagnera dans vos démarches auprès des bailleurs et de l'Assistante Sociale. Ne restez pas isolé !

**Se loger en Ile de France :
PAS FACILE**



Télétravail : l'UNSA demande un 3^{ème} jour !

L'UNSA Generali a demandé à la RH la mise en place d'un 3^{ème} jour de télétravail. En effet, certains métiers peuvent se faire à distance et il est prouvé que les salariés en télétravail sont moins fatigués et travaillent beaucoup mieux avec une productivité en hausse de 20 %.

A l'ère des suppressions d'emplois, un 3^{ème} jour serait avantageux pour les salariés et pour Generali. Un accord gagnant/gagnant !

Si par contre vous ne bénéficiez que d'un jour de télétravail/semaine au lieu des 2 acceptés : [contactez-nous](#) !



Remboursements Santé ALMERYS : attention au loupé !!!!

Depuis que GENERALI a délégué les prestations de notre **contrat GROUPE** chez ALMERYS, de nombreux salariés sont désorientés quant à la qualité de leur gestion.

En effet, nous sommes obligés de vérifier que les remboursements s'effectuent sans erreur : certains passent à la trappe car ALMERYS ne maîtrise pas encore les garanties du contrat GROUPE. De plus ils demandent souvent des factures sur des actes standards alors qu'ils ont reçu la télétransmission, envoient des mails « étonnants », répondent à côté sur les devis ou les refusent quand il faut les accepter...

En gros **c'est le pataquès !** Les délégations, l'automatisation et le digital sont des intelligences très artificielles © au détriment des salariés, qui paient leurs cotisations SANTÉ tous les mois ... **Conseil du Canard : Surveillez vos remboursements santé et vous gagnerez de l'argent !**



EXIT le BCAC ! Bienvenue en ENFER !

Generali est sorti du BCAC dans la douleur ! Et oui, un grand nombre de salariés qui bénéficiaient des prestations versées par le BCAC ont constaté une diminution drastique des indemnités journalières ou rentes suite à la reprise par Generali. Generali explique ces différences par un mauvais calcul à l'origine de la mise en place des prestations. Par contre, il y a des cas où les services, ayant certainement des renseignements erronés, ont versé seulement 50 % des prestations à nos collègues en arrêt de travail de longue durée ou en invalidité. Ce qui a entraîné des problèmes financiers et du stress inutiles. Pourquoi sortir du BCAC alors que tous les salariés étaient satisfaits des prestations et du service ? **On n'aime pas les choses qui fonctionnent à Generali...**



Les élus et mandatés UNSA Generali

Octavio PEREIRA

Nathalie BETAÏLLE

Branislav PETROVSKI

Emmanuelle GUILLON

Radouane ALLAMI

Dalila SAÏDI

Thierry FLAQUIÈRE

Natacha VERNEAU

Franck LE CAÏLLEC

Corinne MARRY

José MALAGON

Sylvie GOULLIANNE

Éric SANCHEZ

Christine ISSA

Olivier DESJOBERT

Dorothee BANVILLE-ACARD

Gérard BERNIGOLE

Catherine PICHOT

Jean-Christophe MONTÉRA

Katie BOURNER

Sylvie BOUQUET

Jean CALVET

Virginie SOUBRIER

Fabrice TROUDART

Laurence THIERRY

